

**Délibération n° 339 du 13 décembre 2007**  
***portant statut particulier du corps des officiers publics coutumiers***  
***de la Nouvelle-Calédonie***

Historique :

Créée par :	Délibération n° 339 du 13 décembre 2007 portant statut particulier du corps des officiers publics coutumiers de la Nouvelle-Calédonie.	JONC du 25 décembre 2007 Page 8584
Modifiée par :	Délibération n° 73/CP du 12 février 2009 portant modification de l'arrêté modifié n° 1065 du 22 août 1953 portant statut général des fonctionnaires des cadres territoriaux et de la délibération modifiée n° 486 du 10 août 1994 portant statut général des fonctionnaires des communes de Nouvelle-Calédonie et de leurs établissements publics.	JONC du 24 février 2009 Page 1183
Modifiée par :	Délibération n° 90 du 22 septembre 2010 modifiant la délibération n° 33 du 24 août 1978 portant statut des huissiers de justice et la délibération n° 339 du 13 décembre 2007 portant statut particulier du corps des officiers publics coutumiers de la Nouvelle-Calédonie.	JONC du 8 octobre 2010 Page 8449
Modifiée par :	Délibération n° 128/CP du 6 octobre 2023 modifiant la délibération n° 339 du 13 décembre 2007 portant statut particulier du corps des officiers publics coutumiers de la Nouvelle-Calédonie	JONC du 17 octobre 2023 Page 20692

Textes d'application :

Arrêté n° 2010-5061/GNC du 28 décembre 2010 fixant les tarifs des constats dressés par les officiers publics coutumiers de la Nouvelle-Calédonie en qualité d'huissiers auxiliaires.	JONC du 30 décembre 2010 Page 10908
Arrêté n° 2012-165/GNC du 9 janvier 2012 fixant les conditions de port d'une tenue réglementaire de fonction des officiers publics coutumiers lors des cérémonies publiques coutumières.	JONC du 19 janvier 2012 Page 421

**TITRE Ier - DISPOSITIONS COMMUNES**

**Article 1<sup>er</sup>**

La présente délibération a pour objet de créer le statut particulier des officiers publics coutumiers de la Nouvelle-Calédonie.

**Article 2**

Complété par la délibération n° 90 du 22 septembre 2010 – Art. 23.  
Modifié par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>

Les fonctionnaires du statut particulier des officiers publics coutumiers de la Nouvelle-Calédonie sont soumis aux dispositions de l'arrêté n° 1065 du 22 août 1953 portant statut général des fonctionnaires de la fonction publique de Nouvelle-Calédonie et de la délibération modifiée n° 81 du 24 juillet 1990 portant droits et obligations des fonctionnaires de Nouvelle-Calédonie.

Tout candidat à un emploi d'officier public coutumier de la Nouvelle-Calédonie doit accomplir, en vue de sa titularisation, un stage probatoire d'une durée d'une année dans les conditions prévues par le statut général précité.

### **Article 3 : Avancement**

L'ancienneté acquise en tant que stagiaire est conservée dans le premier échelon de titulaire jusqu'à concurrence d'une année au maximum.

Cette ancienneté est prise en compte pour le calcul de l'ancienneté nécessaire pour prétendre à une promotion interne par le biais de concours, examen professionnel ou au choix.

### **Article 4 : Ancienneté**

Au titre de l'ancienneté nécessaire pour prétendre au concours interne est prise en compte la totalité de la durée des services publics accomplie dans les fonctions publiques de Nouvelle-Calédonie.

#### **Article 4-1**

*Créé par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>*

En cas de défaillance d'un des modes de recrutement, les postes non pourvus pourront être reportés sur un des autres modes de recrutement.

### **Article 5**

*Modifié par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>*

Le corps des officiers publics coutumiers de la Nouvelle-Calédonie est un corps de catégorie B de la fonction publique de la Nouvelle-Calédonie, composé de deux grades :

- un grade normal, dénommé « officier public coutumier adjoint » ;
- un grade principal, dénommé « officier public coutumier »

#### **Article 5-1**

*Créé par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>*

Chaque officier public coutumier de la Nouvelle-Calédonie est affecté dans une aire coutumière déterminée et soumis à une obligation de mobilité.

Si, à l'issue d'un délai de 3 ans à compter de la date de sa dernière affectation, l'officier public coutumier de la Nouvelle-Calédonie est toujours en activité dans la même aire coutumière, le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie peut l'affecter au sein d'une autre aire coutumière.

## **Article 5-2**

*Créé par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>*

Dans toutes les cérémonies publiques coutumières auxquelles ils sont appelés à instrumenter, les officiers publics coutumiers, ainsi que les officiers publics coutumiers adjoints, revêtent leur tenue de fonction.

Les caractéristiques de cette tenue sont fixées par arrêté du gouvernement.

## **Article 6 : Avancement différencié**

1°) Chaque année, le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie pourra accorder aux agents du présent statut :

- pour un maximum de 30 % de l'effectif : trois mois de bonification d'ancienneté ;
- pour un minimum de 60 % de l'effectif : un mois de bonification d'ancienneté ;
- pour un maximum de 10 % de l'effectif : aucune bonification d'ancienneté.

La bonification est appliquée à la durée maximale exigée pour le passage à l'échelon supérieur.

2°) Les effectifs sont arrêtés au nombre de fonctionnaires présents dans la collectivité au 31 décembre de l'année N-1.

Ne sont pas considérés comme présents dans la collectivité les fonctionnaires :

- en position de disponibilité et de détachement dans une autre collectivité ;
- en congés longue maladie, de longue durée et postnatal.

Les fonctionnaires se trouvant en position de congés longue maladie, de longue durée et postnatal bénéficient d'un avancement déterminé par référence à l'avancement moyen de l'ensemble des fonctionnaires du corps et grade auquel ils appartiennent.

Lorsque l'application des proportions aboutit à un résultat comportant une décimale, celui-ci est arrondi à l'entier le plus proche.

3°) le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie dresse chaque année une liste contenant les noms de tous ses agents relevant du présent statut dont l'évaluation lui revient, en précisant pour chacun d'eux la bonification d'ancienneté éventuellement concédée.

Cette liste est ensuite soumise pour avis à la commission administrative paritaire compétente.

4°) La prise en compte des bonifications d'ancienneté éventuellement concédées aux agents relevant du présent statut et occupant un des emplois tels que prévus par la délibération du 13 décembre 2006 susvisée s'effectue dans le cadre de leur avancement dans leur corps d'appartenance.

## **TITRE II – LE GRADE D’OFFICIER PUBLIC COUTUMIER ADJOINT**

### *Les fonctions*

#### **Article 6-1**

*Créé par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>*

Les fonctionnaires relevant du présent titre ont vocation à occuper les fonctions d’officier public coutumier adjoint de la Nouvelle-Calédonie.

Ils assistent les officiers publics coutumiers de la Nouvelle-Calédonie notamment dans :

1° l’établissement de l’acte coutumier :

- a) à l’information et la réception des demandes d’établissement d’actes coutumiers ;
- b) à la préparation à la rédaction des actes coutumiers, des protocoles de conciliation ;
- c) à l’archivage des minutes des actes coutumiers dans le cadre de leur conservation.

2° leur fonction d’huissier auxiliaire :

- a) à la réception des demandes d’établissement de procès-verbaux de constat ;
- b) à la réception et la préparation des avis de significations et de notification transmis par les huissiers de justice.

### *Chapitre 2 – Le recrutement*

#### **Article 6-2**

*Créé par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>*

Les officiers publics coutumiers de la Nouvelle-Calédonie adjoints sont recrutés :

I - par concours externe ouvert, dans la proportion de 70 % des besoins de recrutement évalués conformément aux dispositions en vigueur régissant l’organisation des concours, aux candidats titulaires au minimum d’un diplôme homologué de niveau 4 et du permis de conduire B ;

II - par concours interne, dans la proportion de 30 % des besoins de recrutement évalués conformément aux dispositions en vigueur régissant l’organisation des concours.

Les candidats doivent être titulaire du permis de conduire B et, au 31 décembre de l’année précédant celle du concours, être fonctionnaire de Nouvelle-Calédonie de catégorie C justifiant de six ans d’ancienneté.

### **Article 6-3**

*Créé par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>*

I- Par dérogation aux dispositions de la délibération n°259/CP du 17 mars 1998 susvisée, la composition du jury est arrêtée par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie selon les modalités suivantes :

1° Le président : le président de la Nouvelle-Calédonie ou son représentant ;

2° Les membres :

le directeur des ressources humaines et de la fonction publique de Nouvelle-Calédonie ou son représentant ;

le président du sénat coutumier ou son représentant, membre de cette institution ;

deux représentants des conseils coutumiers choisis sur proposition des présidents des huit conseils coutumiers.

II- Le jury peut être complété, en cas de besoin, par des membres ad hoc désignés par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

III- Par dérogation au I, pour le choix des sujets, ce jury est composé comme suit :

1° le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ou son représentant ;

2° le directeur des ressources humaines et de la fonction publique de Nouvelle-Calédonie ou son représentant ;

3° en cas de besoin, des membres ad hoc désignés par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Un secrétaire peut assister le jury dans ses délibérations.

Le jury peut décider de reporter les places non pourvues dans le concours externe ou dans le concours interne, respectivement sur le concours interne ou sur le concours externe.

### *Chapitre 3 – La rémunération*

### **Article 6-4**

*Créé par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>*

Les échelons, ancienneté et indices sont fixés comme suit :

	Echelons	Avancement Ancienneté en mois			INA	I.B
		Durée minimale	Durée moyenne	Durée maximale		
<b>Officier public coutumier adjoint</b>	14		-		418	544
	13	36	48	60	395	506
	12	18	24	30	384	491
	11	18	24	30	372	472
	10	18	24	30	361	457
	9	18	24	30	349	442
	8	18	24	30	338	424
	7	18	24	30	324	404
	6	18	24	30	310	385
	5	18	24	30	298	368
	4	18	24	30	287	352
	3	18	24	30	274	334
	2	18	24	30	265	320
	1	18	24	30	252	302
	Stagiaire		12		240	285

### **TITRE III – LE GRADE D’OFFICIER PUBLIC COUTUMIER**

#### *Chapitre 1 : Les fonctions*

#### **Article 7**

*Remplacé par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 –Art.1<sup>er</sup>*

Les fonctionnaires relevant du présent titre ont vocation à occuper les fonctions d’officier public coutumier de la Nouvelle-Calédonie.

Ils sont soumis aux dispositions de la délibération modifiée du 24 août 1978 susvisée, en particulier de son article 2-3.

Ils ont notamment pour mission :

1° les missions mentionnées à l’article 6-1 ;

2° dans le cadre de l’édiction des actes :

a) coutumier : ils instruisent, établissent et conservent les actes coutumiers dans les conditions prévues par les articles 6 et 18 de la loi du pays n° 2006-15 du 15 janvier 2007 relative aux actes coutumiers ;

b) d’huissier, conformément aux dispositions de la délibération modifiée du 24 août 1978 susvisée : ils notifient et signifient les actes et établissent les procès-verbaux de constat.

*Délibération n° 339 du 13 décembre 2007*

*Mise à jour le 06/10/2023*

3° dans le cadre de la transcription de la décision coutumière, les officiers publics coutumiers de la Nouvelle-Calédonie peuvent être assistés d'un ou de plusieurs traducteurs et d'un officier public coutumier adjoint.

### **Article 7-1**

*Créé par la délibération n° 90 du 22 septembre 2010 - Art. 26  
Abrogé par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>*

[Abrogé]

### **Article 8**

*Remplacé par la délibération n° 90 du 22 septembre 2010 – Art. 24  
Modifié par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>*

Dans les ressorts territoriaux de compétence partagée des huissiers de justice au sens de la délibération modifiée n° 33 du 24 août 1978 portant statut des huissiers de justice, les officiers publics coutumiers régis par le présent titre peuvent, individuellement ou collectivement, être désignés comme huissiers auxiliaires par arrêté du président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie <sup>(1)</sup>.

Les officiers publics coutumiers ainsi désignés justifient de leur qualité d'huissier auxiliaire par la production d'une carte professionnelle délivrée dans les conditions fixées par arrêté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

*NB : NB <sup>(1)</sup> : Voir l'arrêté n° 2011-2/GNC-Pr du 3 janvier 2011 portant désignation des officiers publics coutumiers habilités en qualité d'huissiers auxiliaires.*

### **Article 9**

*Abrogé par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>*

[Abrogé]

Si dans un délai de 5 ans à compter de la date de sa dernière affectation, l'officier public coutumier de la Nouvelle-Calédonie est toujours en activité dans la même aire coutumière, le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie peut l'affecter au sein d'une autre aire coutumière.

## *Chapitre 2 - RECRUTEMENT*

### **Article 10**

*Remplacé par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art. 1<sup>er</sup>*

Les officiers publics coutumiers de la Nouvelle-Calédonie sont recrutés :

Par concours externe ouvert, dans la proportion de 50 % des besoins de recrutement évalués conformément aux dispositions en vigueur régissant l'organisation des concours, aux candidats titulaires au minimum d'un diplôme homologué de niveau 5 et du permis de conduire B ;

Dans la proportion de 30 %, par examen professionnel ouvert aux officiers publics coutumiers adjoint :

1° en activité et affecté conformément aux dispositions de l'article 2-1 ;

2° justifiant d'au moins trois ans de service effectif en qualité d'officier public coutumier adjoint titulaire au 31 décembre de l'année précédant l'examen professionnel.

### **Article 10-1**

*Créé par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>*

L'accès au grade d'officier public coutumier a lieu pour 20 % des postes à pourvoir, par promotion au choix, parmi les officiers publics coutumiers adjoints inscrits sur une liste d'aptitude après avis de la commission administrative paritaire compétente et justifiant au 31 décembre de l'année précédant la promotion au choix, de 6 ans de service effectif en qualité d'officier public coutumier adjoint.

### **Article 11**

*Modifié par la délibération n° 90 du 22 septembre 2010 – Art. 25  
Remplacé par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>*

Par dérogation aux dispositions de la délibération n° 259/CP du 17 mars 1998 fixant les conditions générales des concours, examens et sélections professionnels des divers cadres territoriaux, la composition du jury est arrêtée par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie selon les modalités suivantes :

I- Président

Le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ou son représentant ;

II- Membres

1° le directeur des ressources humaines et de la fonction publique de Nouvelle-Calédonie ou son représentant ;

2° le président du sénat coutumier ou son représentant, membre de cette institution ;

3° deux représentant des conseils coutumiers choisis sur proposition des présidents des huit conseils coutumiers ;

4° un notaire ou son représentant dûment mandaté ;

5° un huissier de justice ou son représentant dûment mandaté.

Le jury peut être complété, en cas de besoin, par des membres ad hoc désignés par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

*Délibération n° 339 du 13 décembre 2007*

*Mise à jour le 06/10/2023*



## **Article 12**

*Modifié par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>*

Durant leur stage probatoire, les personnels soumis au présent Titre doivent attester de la validation d'une formation professionnelle obligatoire dans les domaines d'activité visés aux articles 7 et 8 et dont la durée ne peut excéder 6 mois.

La titularisation de ces personnels n'intervient qu'après obtention de l'attestation de validation prévue à l'alinéa ci-dessus.

Les frais afférents aux stages en situation effectués dans le cadre de la formation professionnelle obligatoire sont indemnisés selon les conditions et modalités fixées par les articles 4 et suivants de la délibération n° 145/CP du 26 mars 2004 susvisée.

Cette dépense est imputable au budget de la Nouvelle-Calédonie.

## **Article 13**

*Modifié par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>*

Les personnels bénéficiaires de la formation sont tenus de :

- poursuivre la formation jusqu'à ce qu'ils aient accompli, sans interruption, le cycle complet prévu sauf autorisation du président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie d'y mettre fin ;

- servir pendant cinq années consécutives à l'issue de la formation pour le compte de la Nouvelle-Calédonie les fonctions d'officiers publics coutumiers, sous peine de rembourser le montant des frais assumés par la collectivité en application des dispositions prévues par la présente délibération.

Ces frais comprennent les frais pédagogiques, les indemnités et les frais de déplacement relatifs à la formation.

Dans l'hypothèse où l'agent concerné change d'employeur alors que son engagement d'exercer n'est pas arrivé à son terme, le nouvel employeur pourra rembourser le montant des frais exposés par la Nouvelle-Calédonie à hauteur de la durée d'engagement restant à effectuer.

Le remboursement sera effectué sur la base de tous les frais engagés et calculé en multipliant la fraction égale au 1/5<sup>ème</sup> des frais occasionnés par sa formation, par le nombre d'années, arrondi au chiffre inférieur, restant à courir jusqu'à la fin de l'engagement.

Le remboursement devra être opéré dans les proportions suivantes :

- 30 % des sommes dues la première année ;
- 30 % la deuxième année ;
- 40 % la troisième année.

Des dérogations à l'obligation de rembourser peuvent être accordées si l'interruption du stage est motivée par un cas de force majeure.

## **Article 14**

Modifié par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>

Les officiers publics coutumiers de la Nouvelle-Calédonie prêtent serment devant le tribunal de première instance et avant leur prise de fonction, conformément à l'article 18 de la loi du pays du 15 janvier 2007 susvisée.

Ils justifient de leur qualité par la production d'une carte professionnelle qui leur est délivrée dans les conditions arrêtées par le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

## ***TITRE IV - RÉMUNÉRATION***

## **Article 15**

Modifié par la délibération n° 73/CP du 12 février 2009 – Art. 3

Les échelons, ancienneté et indices sont fixés comme suit :

Echelons	Avancement Ancienneté en mois			INA	IB
	Durée minimale	Durée moyenne	Durée maximale		
14	-	-	-	476	638
13	36	48	60	455	595
12	18	24	30	443	574
11	18	24	30	428	553
10	18	24	30	412	532
9	18	24	30	399	511
8	18	24	30	384	490
7	18	24	30	369	469
6	18	24	30	353	448
5	18	24	30	339	427
4	18	24	30	326	406
3	18	24	30	310	385
2	18	24	30	294	364
1	18	24	30	282	343
STAGIAIRE	12	-	-	267	322

## **Article 15-1**

Créé par la délibération n°128/CP du 6 octobre 2023 – Art.1<sup>er</sup>

Les officiers publics coutumiers recrutés en application des dispositions de l'article 10-I et 10-II sont, à leur nomination dans le grade d'officier public coutumier, assujettis à l'obligation de formation professionnelle prévue par les articles 12 et 13.

*Délibération n° 339 du 13 décembre 2007*

*Mise à jour le 06/10/2023*

## **Article 16**

La présente délibération sera transmise au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.